

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Chirac, 10 ans, ça suffit !**

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 5 février 2005

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Lors de ses vœux 2005, Jacques Chirac a souhaité que le vote du référendum du 12 juin ne soit « pas politique ». Non mais, pour qui nous prend-il ? Raffarin lui, défend un « oui militant ». Les deux compères se sentent inquiets malgré tout : s'ils venaient à perdre le référendum, leur situation se dégraderait. Alors ils se partagent les rôles avec qui veut : les uns peignent l'Europe libérale en rose, les autres démentent tout intérêt « partisan » dans le « oui », les derniers préparent le « rebond » de Chirac si le « oui » l'emporte.

Depuis le 1er janvier, se met en oeuvre le démantèlement progressif de la Sécurité sociale, en voie de privatisation par le biais des assurances. Chacun commence à voir ce qui est en jeu.

Depuis le 1er janvier des échelons supplémentaires sont mis en oeuvre pour nous faire prendre une retraite plus tardive avec moins de rémunération. Chacun fait ses comptes et s'aperçoit qu'il va devoir travailler jusqu'à 65 ans : ce qui augmentera le chômage et fera reculer l'espérance de vie.

Depuis le 1er janvier, des mesures sournoises de déréglementation du Code du travail sont en oeuvre : le contingent annuel d'heures supplémentaires est allongé à 220 h, la majoration au taux très bas de 10 % des dites heures est prorogée, la feuille de paie est modifiée, le registre inspection du travail est supprimé, l'inspection du travail est attaquée.

La durée légale du travail est maintenue à 35 h mais tout est fait pour que la durée réelle soit largement supérieure, ce qui augmente également le chômage et freine les salaires.

Alors que la France n'a jamais été aussi riche, alors que les grandes entreprises n'ont jamais distribué autant de dividendes, les inégalités se creusent. Les actionnaires se goinfrent et n'investissent pas. L'adage « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain » n'a jamais autant démontré sa fausseté.

Le gouvernement Chirac-Raffarin a comme politique centrale de poursuivre la hausse du chômage et de baisser le « coût du travail ».

Seuls, quelques poignées de salariés courageux, défendent leurs salaires comme ceux de « H&M », d'Accor, qui ont mené une grève de plusieurs semaines, occupé leur entreprise et ont été expulsés par la police, mais ont quand même, in fine, gagné. Ils font partie de quelques dizaines d'entreprises du privé qui sont secouées par des conflits salariaux. C'est un signe, un prémice, un encouragement : l'exigence de salaires décents peut provoquer une explosion sociale dans ce pays, et ce sera tant mieux. Car, tout bonnement, trop de salariés ne peuvent vivre de leur travail, on est maintenant en dessous de la limite basse de la rémunération et la limite haute de l'exploitation. Ca va, ça peut, ça doit casser !

Les 18, 19 et 20 janvier, cheminots, hospitaliers, enseignants, fonction publique ont repris la lutte : cette fois le front syndical est reconstitué et c'est primordial. Ce n'est qu'un début, mais on n'est que 500 jours après la grande grève de 2003, et c'est significatif que ça puisse « repartir ».

Le 5 février, les syndicats ont encore réussi à se mettre d'accord pour une journée d'action en défense des 35 h : c'est aussi très méritoire, vu le peu de capacité de la gauche à faire face ensemble avec vigueur pour les défendre, pour les valoriser, pour les réactualiser. Mais défendre les 35 h, c'est lié, c'est lutter contre le chômage et pour le pouvoir d'achat ! Au moment où la direction du Ps est tenté par des choix droitiers, au moment où c'est le blairiste, Strauss-Kahn, appuyé par Martine Aubry et Jack Lang à qui on propose, en « trio » de rédiger le « projet 2007 », il

## **Chirac, 10 ans, ça suffit !**

---

est bon, que le mouvement social frappe à la porte. Il est bon que Chirac finisse le plus mal possible son quinquennat, il est bon que tous les moyens de lui dire « non » soient employés : il a fait assez de dégâts comme cela depuis 2002, le plus vite on l'arrêtera, le plus vite une véritable alternative se dessinera.

A gauche, partout, il faut agir et les minorités du Ps (lequelles représentent 42 % de celui-ci) ne sont ni « en trêve », ni en « suspens », ni en « attente » : elles ont la responsabilité d'ancrer le Ps à gauche et cela exige une lutte quotidienne intransigeante aux côtés des salariés.